

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 08 FEVRIER 1998

N° 255

PRIX 4 FF



POUR LA REGULARISATION

DES SANS PAPIERS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire: Face
aux attaques des ri-
ches, l'union de tous
les travailleurs

Page 7
Sénégal: Bataille de
caïmans dans les
marigots

Page 8
Mauritanie: Emprison-
nement pour dénoncia-
tion de l'esclavage

Page 10
Coopération France-
Afrique: Un ministère
disparaît, mais pas
les méthodes de do-
mination

Page 11
Irak: Non à une
nouvelle menace des
Etats-Unis

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

**POUR LA REGULARISATION
DES SANS-PAPIERS**

Depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement et les promesses d'abrogation des lois Pasqua-Debré, plus de 150 000 demandes de régularisation ont été déposées auprès des préfectures. Seuls 15 000 titres de séjour (limités à un an) ont été accordés. Pour le moment 15 000 autres demandes ont été refusées et leurs dépositaires sont sommés de quitter le territoire français dans un délais d'un mois. C'est d'autant plus scandaleux et révoltant que c'est la gauche elle-même par la bouche de Chevènement, ministre de l'Intérieur, qui a laissé espérer une régularisation et incité les clandestins à se découvrir en acceptant de se faire connaître et de se faire recenser auprès des préfectures.

Aujourd'hui le gouvernement se réserve la possibilité d'utiliser ces demandes et les adresses fournies par les demandeurs pour les poursuivre. Il a maintenant à sa disposition un fichier sans précédent qui place les clandestins en permanence sous la menace d'une éventuelle expulsion. Le gouvernement fait de la démagogie au coup par coup. Il fera des expulsions de la même manière, tout comme l'a fait le gouvernement de droite précédent. Le gouvernement est au service du patronat. Il sait que pour une partie de celui-ci, notamment les secteurs liés au bâtiment, travaux publics, les travailleurs immigrés c'est du pain béni. Son attitude fait peser une menace sur chacun, cela aggrave un climat d'insécurité, de crainte, divise les travailleurs même entre immigrés et à plus forte raison entre les immigrés et les autres. Cela affaiblit l'ensemble du monde du travail.

Le 22 janvier une circulaire gouvernementale a été présentée aux préfets. Elle propose de verser ce qu'ils appellent une "aide au retour" de 4 500 F par adulte et 900 F par enfant en charge à une partie de ceux qui accepteraient et en feraient la demande personnelle de quitter le territoire dans les délais. Des dispositions humiliantes semblables existaient sous Juppé. Elles ont été en leur temps timidement combattues par le parti socialiste avant d'être revues à la baisse puis remises à l'ordre du jour par les tenants actuels du pouvoir. Ceux qui ne quitteraient pas la France seraient traqués par la police et frappés de

plusieurs peines en cas d'arrestation: celle des retentions administratives dont la durée a été augmentée par Chevènement, celle de la prison et celle de la "reconduite à la frontière", terme nouveau signifiant expulsion.

Sur de très nombreux points les lois Chevènement maintiennent voire accentuent les aspects les plus répressifs des lois précédentes. C'est ainsi qu'un étranger peut être expulsé pour cause de "trouble à l'ordre public".



Contrôles renforcés aux frontières

A ces dispositions nouvelles s'ajoutent les initiatives officieuses et officielles des services préfectoraux. Elles consistent par exemple à faire licencier par son employeur un travailleur dont les papiers de séjour sont insuffisamment en règle aux yeux de la police. Evidemment tous les renseignements concernant le travailleur, y compris le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'employeur, sont relevés dans les dossiers désormais aux mains des préfetures.

L'attitude du gouvernement Jospin est autant méprisante envers les travailleurs qu'elle est complaisante à l'égard des patrons. Les travailleurs qui émigrent ne le

font pas pour faire du tourisme. Une grande partie d'entre eux se déportent pour qu'eux mêmes et leurs familles restées au pays ne meurent pas de faim dans des contrées livrées au pillage des grandes puissances et leurs monopoles financiers. Les dictatures mises en place par eux et les situations de guerre et de déportation qui en résultent ne font qu'aggraver la situation des populations pauvres.

A travers ses attaques contre les parties les plus vulnérables, les parties les plus pauvres et les moins à même de se défendre tels que les travailleurs au chômage et tels que les travailleurs immigrés, c'est finalement à tous les travailleurs que le gouvernement s'en prend.

Avec l'appui du gouvernement, le patronat s'en prend au niveau de vie et aux conditions d'existence qui ne cessent de se dégrader pour tous les travailleurs. Le chômage frappe les travailleurs, toutes nationalités confondues. Les "précaires" bien français ne peuvent pas être expulsés, mais ils sont réduits à subir des conditions presque aussi infâmes que celles des travailleurs immigrés clandestins. Des situations comme celle-là laissent le champ grand ouvert devant toutes les démagogues dressant les pauvres contre plus pauvres que soi encore, devant toutes les démagogues anti-immigrés (comme les démagogues anti-chômeurs).

Aujourd'hui les victimes de cette situation, que ce soit du côté des travailleurs en chômage ou que ce soit du côté des travailleurs immigrés clandestins, réagissent catégorie par catégorie. Mais le repliement sur la défense catégorielle ne résoudra pas le problème de l'ensemble des travailleurs. La solution viendra d'un changement du rapport de forces, avec un programme unissant tout le monde autour des objectifs qui intéressent l'ensemble du monde du travail.

(Nous reproduisons ci-dessous deux articles publiés par le Pouvoir Aux Travailleurs, édition de Côte d'Ivoire)

COTE D'IVOIRE

**FACE AUX ATTAQUES DES RICHES,
IL FAUT L'UNION
DE TOUS LES TRAVAILLEURS**

Les riches se sentent en terrain conquis. Depuis quelques années les attaques contre les travailleurs se sont succédées les unes après les autres. Le niveau de vie de la classe des travailleurs déjà très bas continue à se dégrader. Les patrons font la pluie et le beau temps, quand ils veulent, comme ils veulent.

Carena met à la porte 200 travailleurs alors qu'ils ne demandent qu'un salaire normal, fruit de leur travail.

Blohorn se permet de remplacer sur le champ, en bloc, tous les ouvriers temporaires revendiquant plus que les 7.000 CFA qui leur sont versés hebdomadairement.

Sitarail veut renvoyer sans aucune forme de procès tout un comité représentant les travailleurs.

Le patron de Côte d'Ivoire Téléphone ose sans crainte du ridicule se vanter que les ouvriers de cette entreprise touchent un salaire mensuel de plus de 220.000 CFA! Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché les travailleurs de lui imposer, quelques jours après cette annonce, une augmentation indispensable de 25%!

Les attaques et les représailles patronales sont en phase, en communion, avec les représailles du gouvernement.

On les a encore vus à l'oeuvre le 4 février, lorsque l'armée et la police ont attaqué lâchement les travailleurs de Caréna à 3 heures du matin, alors qu'ils étaient à l'intérieur du local de leur

Centrale syndicale en train de dormir. Deux travailleurs ont été gravement blessés et d'autres arrêtés.

La police et l'armée, tels des chiens bien dressés, agissent comme leur maître contre les pauvres dont ils sont pourtant issus. On a vu avec quel froideur ils ont tiré la semaine dernière sur un Gbaka et assassiné du même coup un passager - un docker- qui y avait pris place.

A toutes ces attaques des riches et du gouvernement à leur service, s'ajoute le poids du chômage. Aucune famille n'est épargnée. Les unes après les autres, toutes ont des difficultés à joindre les deux bouts. Le taux d'inflation officiel en 1997 était 9%, c'est-à-dire une baisse du niveau de vie de ceux qui ont encore un revenu. Pour autant que ces chiffres signifient encore quelque chose.

A ces difficultés matérielles s'ajoutent toutes sortes d'exactions, de provocations, de mépris affichés par la classe riche. Dans les usines, les travailleurs sont bafoués dans leur dignité. Les sanctions, les mises à pied et les renvois sont monnaie courante.

Face à ces attaques, les travailleurs ont bien des fois répondu et continuent à répondre par des grèves ou des mouvements de mécontentement. Rien que ces quinze derniers jours, la presse a fait état de plusieurs grèves dans différentes entreprises à Abidjan.

Mais ces grèves isolées les unes des autres, divisées par le corporatisme, malgré le mécontentement croissant qu'elles

expriment, ne suffisent pas toujours à faire reculer le patronat.

Les patrons profitent de l'occasion pour mettre à la porte les plus vaillants, les plus engagés dans la lutte, ainsi que tous ceux dont ils veulent se débarrasser. Au bout du compte, ceux des travailleurs épargnés par les



Sitarail (anciennement la RAN):
Un train à quai

renvois ne s'en sortent pas renforcés mais bien affaiblis. Et cela se fait sentir par les augmentations de cadences de productions, des sanctions, des mises à pied et des renvois.

Ces grèves isolées, sans liens les unes avec les autres, peuvent devenir les étapes d'une mobilisation plus générale. Les expériences acquises peuvent servir aux étapes ultérieures. Encore faut-il avoir cette perspective-là.

Face à toutes les attaques patronales, les travailleurs doivent unir leur force. Ils peuvent établir des contacts avec d'autres travailleurs, au sein d'une même usine d'abord, entre entreprises voisines ensuite, entre zones Industrielles voisines, et ainsi de suite. C'est peut-être un travail

laborieux. Mais les travailleurs ont-ils seulement le choix, s'ils veulent renverser la tendance et reprendre ne serait-ce que ce qu'ils ont perdu depuis les 10 dernières années en terme de pouvoir d'achat?

Les travailleurs ont les moyens de leurs revendications s'ils prennent conscience qu'il n'y a pas de revendications spécifiques, corporatives, pour les travailleurs de Blohorn d'une part, de Côte d'Ivoire Telecom de l'autre, de Filtisac, ou ceux de la Sotra, par ailleurs.

Tous les travailleurs, journaliers, contractuels, temporaires ou fixes, ont une revendication, c'est celle de pouvoir vivre de leur travail! C'est celle de se faire respecter en tant que femmes, en tant qu'hommes.

Même la police et l'armée n'oseraient pas se comporter comme ils le font à l'égard des pauvres s'il y avait une unité effective entre tous les exploités.

Les travailleurs n'ont pas d'autres choix s'ils ne veulent pas une dégradation continue de leur niveau de vie. Parce que les riches, eux, ne s'arrêteront pas en si bon chemin. L'union et la solidarité dans la lutte est la seule voie à suivre.

Les travailleurs ne doivent pas non plus compter sur les partis d'opposition. Même pas sur les centrales syndicales qui leur sont affiliées, qui les vendront à la première occasion venue. Les travailleurs peuvent bien entendu s'appuyer sur les syndicats pour s'organiser. Mais ils doivent en même temps se méfier de leurs dirigeants. Tous ces politiciens de l'opposition, autant qu'ils sont, ne cherchent qu'à monnayer auprès des riches et de leur gouvernement les positions qu'ils auraient acquises auprès de la classe pauvre.

Le PDCI, le FPI, etc, tous ces

partis politiques, jouent à un jeu bien rodé et bien défini: les uns critiques les autres, ou font semblant de le faire. Des PDCI et des FPI; des Fologo et des Gbagbo, c'est la bourgeoisie elle-même qui les fabrique quand elle en a besoin. Les travailleurs doivent s'en méfier comme de la peste.

C'est pourquoi, pour représenter leurs intérêts politiques, contre la bourgeoisie,

contre l'Etat à leur service, les travailleurs ont besoin de leur propre parti politique. Ce parti révolutionnaire des travailleurs aurait pour tâche d'aider les exploités à s'organiser, à coordonner leurs luttes pour qu'elles soient plus efficaces et pour qu'elles puissent aller jusqu'au bout de leurs possibilités. C'est-à-dire jusqu'au renversement de la bourgeoisie.

COTE D'IVOIRE TELECOM

UNE AUGMENTATION DES SALAIRES IMPOSEE PAR LA GREVE.

Le mercredi 28 janvier, les salariés de Côte d'Ivoire Télécom ont déclenché une grève illimitée pour obliger la direction à respecter l'engagement qu'elle avait pris en décembre 1997 d'augmenter les salaires de 25% pour les ouvriers, de 20% pour les employés et de 15% pour les cadres et maîtrises.

Il y a deux mois en effet, à la suite d'une grève qui avait eu lieu les 11 et 12 décembre, la direction avait promis d'augmenter les salaires dès janvier dernier. Les grévistes avaient alors arrêté leur lutte en croyant à la bonne foi des patrons. Mais la bonne foi est une expression qui n'existe pas dans le vocabulaire de ces gens-là.

C'est ainsi que la direction de Côte d'Ivoire s'était purement et simplement assise sur ses promesses, en misant peut-être sur une démobilisation éventuelle des salariés. La reprise de la grève la semaine dernière lui a montré qu'il n'en était rien.

Après cinq jours de grève, nous avons vu alors le gouvernement voler au secours de la direction. Le ministre de la Fonction publique a en effet demandé aux grévistes de reprendre le travail avant toute négociation. On aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement fasse plutôt pression sur la direction

pour qu'elle tienne ses promesses. Mais il aurait eu dans ce cas à sortir de son rôle normal qui consiste à défendre les intérêts des riches.

En tout cas, les grévistes ont compris qu'il s'agissait d'une ruse pour tenter de mettre fin à leur lutte. Alors ils n'ont pas cédé aux injonctions de l'honorable serviteur des patrons. Ils lui ont déclaré: "Tant que nous ne trouvons pas de solution à nos problèmes, il n'est pas question de suspendre la grève".

Les grévistes ont tenu bon. Et au bout d'une semaine presque de grève, la direction a fini par céder en s'engageant à payer les augmentations de salaires. Et ce, à partir de janvier 1998 comme elle s'était engagée à le faire lors de la précédente grève.

Toutes les revendications n'ont pas été satisfaites. Par exemple l'égalité des salaires entre les salariés expatriés et les employés locaux, et bien d'autres revendications.

En prime, les travailleurs ont aussi appris qu'il ne faut jamais arrêter une grève sur une simple promesse des patrons. Les travailleurs ne peuvent obtenir quelque chose de la part de ces gens que par la lutte.

SENEGAL

BATAILLE DE CAIMANS
DANS LES MARIGOTS

A L'approche des élections législatives prévues pour le 28 mai 1998, les politiciens, tels des charognards à la vue d'un cadavre, s'excitent, se font des crocs-en-jambes, se trahissent et se bagarrent entre eux pour se mettre en meilleure position afin d'obtenir un poste de député et tous les privilèges qui en résultent.

Du côté du PS c'est la foire d'empoigne entre le clan de Djibo Ka, ancien "baron" du PS, et celui de Tanor Dieng, le protégé de Diouf. Pas satisfait d'avoir été évincé de la direction du PS par le clan de Tanor Dieng, Djibo Ka a créé son propre mouvement, "le Renouveau" à l'intérieur du PS. Il dit qu'il est prêt à constituer sa propre liste pour ces futures élections si on ne lui donne pas satisfaction. Ce politicien bien repu, après avoir été plusieurs fois ministre - notamment de l'information, des Affaires étrangères, du Plan et de l'Intérieur- une fois qu'on lui a ôté la cuillère de la bouche, fait semblant de découvrir qu'il n'y a pas de "démocratie" dans son parti et revendique "la péréstroïka". Il faut croire qu'auparavant sa bouche était tellement pleine qu'il ne pouvait pas parler !

Le dernier remue-ménage en date à l'intérieur du PS a été illustré par le remaniement ministériel survenu le 17 janvier 1998. A cette occasion, le ministre des finances, Pape Ousmane Sakho a été écarté au profit de son ancien collègue du budget, Lamine Loum. La veille du remaniement, Ousmane Sakho avait posé sa démission histoire de sauver la face.

Du côté du PIT d'Amath Dansokho, la situation est loin d'être différente. Là aussi, à l'occasion du retrait annoncé de Dansokho de la tête de ce parti pour

"raison de santé", il y a une bataille de chiffonnier entre le "dauphin" choisi par Dansokho et d'autres dirigeants qui y voient là

Djibo KaOusmane Tanor Dieng

une occasion de s'approcher des allées du pouvoir. Du coup Dansokho a annoncé qu'il restait à la tête du PIT. Il ne serait pas étonnant que dans les jours ou les semaines qui viennent il y ait des règlements de compte au sommet et des retournements de veste vers les partis les plus offrants. Rappelons que Dansokho, après avoir apporté son soutien à Diouf a obtenu un strapontin ministériel en 1993. Deux ans après, en 1995, Diouf s'était débarrassé de lui comme une vieille chaussette sale. Il ne serait pas étonnant que d'autres dirigeants du PIT lorgnent du côté de Diouf pour que celui-ci les associe de nouveau à la mangeoire.

Quant au PDS de Wade, à l'approche des élections, il se dit d'"opposition" tout en ayant cinq ministres au pouvoir, à commencer par Wade lui-même qui occupe un ministère d'Etat. Ce qui ne l'empêche pas de déclarer: "je n'ai qu'un seul adversaire dans ce pays, le Parti Socialiste. Mais nous restons au gouvernement où nous comptons bien continuer, à marquer

notre différence". En réalité même avec un microscope, il est bien difficile de voir la "différence" entre le PS et son adversaire et néanmoins allié. Il y a tellement peu de chose qui les sépare que souvent on assiste à un phénomène de vases communicants entre ces deux partis. Les insatisfaits de l'un vont rejoindre l'autre: c'est ce que les sénégalais ont coutume d'appeler "la transhumance".

La dernière trouvaille de Wade pour marquer sa "différence" avec le PS a été son soutien apporté à l'ex-ministre PS des finances écarté par Diouf.

Les travailleurs, eux en tout cas se souviennent de ce ministre qu'on dit "bon élève du FMI", et qui en septembre 1993 avait initié un plan portant son nom et celui de son successeur (le "plan Sakho-Loum"). Ce plan avait consisté à rabattre de 5% les salaires de moins de 50 000 francs CFA et de 15% les salaires

supérieurs. Une grève générale avait alors éclaté au Sénégal lors du vote de ce plan par les députés, dont ceux du PDS. Quelques mois après, ce plan du FMI contre les classes populaires était suivi de la dévaluation du franc CFA aggravant encore plus la vie des plus modestes. Là aussi Wade était partisan de la dévaluation même si personne ne lui avait demandé son avis puisqu'elle a été décidée par les dirigeants de l'impérialisme français.

Tous ces politiciens qui se chamaillent aujourd'hui à l'approche des élections et qui font semblant d'avoir des idées différentes des autres n'ont en réalité rien de différent. Ils n'ont qu'un seul souci: celui de leur carrière personnelle. Eux et leurs partis ne sont rien d'autre que des ennemis de l'ensemble des exploités. Et à ce titre ils ne méritent que le mépris des travailleurs.

MAURITANIE

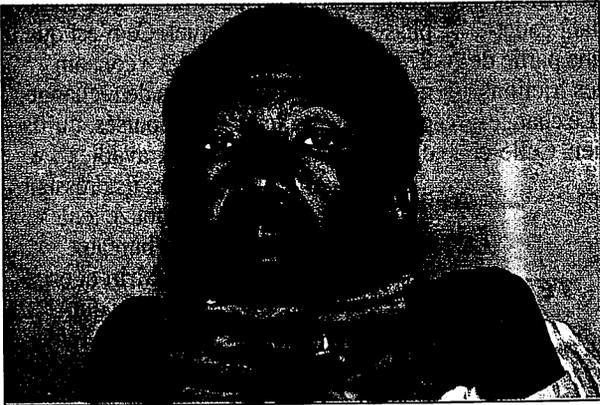
EMPRISONNEMENT POUR DENONCIATION DE L'ESCLAVAGE

Un avocat et représentant de l'Association Mauritanienne des droits de l'Homme ainsi que le président de l'association SOS-esclaves ont été arrêtés par le pouvoir mauritanien le 17 janvier dernier. Ils sont accusés d'avoir "porté atteinte à l'image de la Mauritanie" en participant à un reportage diffusé simultanément sur une chaîne de télévision française et sur une autre chaîne internationale. Ce reportage de quelques minutes était diffusé comme "éclairage" sur l'un des pays traversés par le rallye Paris-Dakar. Il y était question des survivances de l'esclavage dans ce pays. Une femme y témoignait par exemple de l'enlèvement de sa fille par son ancien "maître". Une autre disait qu'elle venait de récupérer cinq de ses huit enfants captifs. Dénoncer ces pratiques barbares d'un autre

temps est un crime au pays du dictateur Ould Taya. Mais s'il y a une personne qui nuit "à l'image de la Mauritanie" c'est lui en premier lieu. C'est lui qui bâillonne et réprime ses opposants. Officiellement la presse est "libre" dans ce pays. Et pourtant rien qu'au cours des deux dernières années huit journalistes ont été emprisonnés et vingt-huit titres censurés. Certains journaux subissent des suspensions de plusieurs mois. Ce qui a conduit par exemple "Mauritanie Nouvelles" à cesser définitivement de paraître.

Chirac, lors de son voyage en Mauritanie en septembre 1997 avait qualifié le régime d'Ould Taya de "modèle de stabilité, d'équilibre et de sagesse". Mais cette soi-disant stabilité n'est rien d'autre qu'une infâme dictature. Cet ancien chef d'état-major de l'armée, parvenu au

pouvoir par un putsch en 1984 et qui a éliminé ou contraint ses opposants à l'exil quand il ne pouvait pas les acheter, règne sans partage depuis cette date. Il fait partie de la cohorte des chefs d'Etat africains fidèles à l'impérialisme français.



Messaoud Oulkheir, un des leaders du mouvement des Haratines

Dans ce pays, l'esclavage est loin d'avoir complètement disparu. Cette pratique vieille de plusieurs siècles n'a été officiellement abolie qu'en 1980. Mais les survivances de cette pratique, de même que les préjugés et les traditions qui y sont attachés sont encore monnaie courante. Les Haratines, (descendants des anciens esclaves négro-africains) sont toujours considérés comme des citoyens de seconde zone. Même si un certain nombre d'entre eux sont devenus ministres, officiers, grands commerçants ou hommes d'affaires, la grande majorité des plus pauvres d'entre eux, du fait de leur pauvreté justement sont tenus par mille et un liens à leurs anciens maîtres riches. Un certain nombre d'esclaves ayant quitté leurs "maîtres" à partir de 1980 lorsque l'esclavage a été officiellement aboli, sont même revenus auprès de ceux-ci après avoir erré de village en village, de ville en ville et n'ayant pas trouvé du travail pour survivre. Ainsi, de fait, les conditions d'existence de ces anciens esclaves n'ont pas changé.

En finir avec l'esclavage ce

n'est pas seulement une question de loi juridique. En Europe et en Amérique, au 19ème siècle, lorsque la bourgeoisie industrielle était en mesure d'imposer la supériorité de son système économique et politique à l'ensemble de la société, elle a mis fin à l'esclavage par la force. Et lorsque la bourgeoisie européenne avait colonisé les pays africains, elle avait aussi imposé par la force ses lois à l'ensemble des populations africaines. Mais ce qui l'intéressait en Afrique c'était surtout de piller les matières premières. Peu importait par exemple à la bourgeoisie française qu'en Mauritanie l'esclavage persiste du moment que les mines de fer de la MIFERMA lui fournissaient les minerais dont elle avait besoin pour son industrie métallurgique. La bourgeoisie s'est bien accommodée de beaucoup d'autres survivances du moyen-âge du moment que ces pratiques ne s'opposaient pas à ses intérêts. Elle s'est même appuyée sur ces survivances pour imposer sa domination. Après les indépendances, les Etats africains, soumis à la bourgeoisie internationale, y compris ceux qui se disaient progressistes, n'ont fait que perpétuer ce qui leur avait été légués par leurs maîtres.

C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, à l'aube du 21ème siècle, survivent dans nos pays des pratiques barbares héritées d'un lointain passé tels que l'esclavage, le système des castes, la polygamie, les mariages forcés, les différentes mutilations que subissent les filles de même que toutes sortes de croyances et de préjugés qui obscurcissent la conscience des exploités. De ces Etats dictatoriaux, de ces dirigeants qui ne songent qu'à se remplir les poches des miettes que leur laisse la bourgeoisie impérialiste, les exploités n'ont rien à attendre, pas même la moindre des libertés démocratiques. Leur sort ne dépend que de leur capacité de les imposer par leurs luttes collectives.

Pour mettre fin à toutes les injustices qu'ils subissent, les exploités auront à mettre fin à ce système économique, au capitalisme, qui les perpétue. Ils auront non seulement à balayer ces Etats locaux qui les oppriment mais aussi à s'organiser, à lutter pour bâtir une autre société où toutes les femmes, tous les hommes, quelle que soit leur origine, puissent vivre dignement, avoir une condition de vie décente, accéder à l'éducation,

à la santé et à tous les progrès techniques aujourd'hui accessibles qu'à une petite minorité. Tant que le capitalisme dominera le monde, tant que d'un côté il y aura une petite minorité qui accumule les fortunes et de l'autre une grande majorité dans la misère, la barbarie continuera d'exister. L'oppression sous toutes ses formes ne disparaîtra qu'avec ce système d'exploitation de l'homme par l'homme.

COOPERATION FRANCE-AFRIQUE

UN MINISTERE DISPARAIT MAIS PAS LES METHODES DE DOMINATION

Le gouvernement français vient de supprimer le ministère de la coopération. Il sera absorbé par celui des affaires étrangères parce que, paraît-il, il y a double emploi. Et pourtant ces deux institutions existent depuis quarante ans, et cela n'a pas empêché l'administration de tourner.

La raison de cette petite réforme se trouve peut-être ailleurs. Par ces temps de crise, serait-il plus économique de gérer une seule institution plutôt que deux pour le même but? Ou est-ce plutôt une opération politique?

Toujours est-il que la disparition du ministère de la coopération ne changera pas pour autant la politique du gouvernement français en Afrique. En fait ce ministère rappelle les intrigues et les magouilles des dirigeants de la rue Monsieur; il rappelle les liens personnels que certains de ses agents avaient tissé avec des dictateurs africains.

Jacques Foccard était l'un des spécialistes en la matière. Connu comme organisateur en sous main, il fomentait des coups d'Etat en Afrique. Si un dirigeant africain n'avait plus les faveurs de Paris, ou s'il avait un peu trop pris

d'indépendance par rapport à la ligne tracée par ses maîtres, Foccard s'en chargeait. Il envoyait ses agents fabriquer un coup d'Etat. Parfois il utilisait des mercenaires comme Bob Denard pour exécuter ses basses oeuvres. Foccard intervenait également pour remettre en selle un protégé de la France renversé par un putsch ou désavoué par une révolte populaire; il faisait donner ses barbouzes ou faisait intervenir les troupes militaires installées dans ce pays ou dans les pays voisins pour s'interposer au cours des conflits locaux.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, Foccard était remplacé par Jean Christophe Mitterrand, le fils du président Mitterrand. Celui-ci se chargeait de l'application de la politique initiée à la conférence de la Baule qui avait réuni les chefs d'Etat de l'Afrique francophone. Il s'agissait d'instaurer le multipartisme en Afrique. Les dictateurs qui suivraient ces directives auraient le soutien de la France.

Cette politique avait pour but de désamorcer la bombe sociale, c'est-à-dire la colère des masses laborieuses acculées par l'exploitation et la misère en canalisant leurs mécontentements

vers la voie des illusions électorales, plus dérisoires encore en Afrique que dans les pays impérialistes dits démocratiques.



Paras français à Bangui en mai 1996

Mais au fond, cette nouvelle formule de Mitterrand comme celle que préconisait la droite avec Foccard avaient un même objectif: sauvegarder les intérêts des capitalistes français en Afrique francophone.

La subordination de l'Afrique n'est donc pas seulement une question politique; elle est plus

exactement l'expression, en même temps le garant de la subordination économique due à un monde impérialiste qui ne laisse guère le choix à un pays pauvre.

C'était sous Mitterrand que l'armée française était intervenue en Centrafrique pour soutenir le régime de Ange Patassé menacé par une mutinerie des soldats qui réclamaient le versement régulier de leurs salaires. Mitterrand n'avait pas non plus hésité à voler au secours du dictateur Mobutu.

Quant à la coopération militaire, rien à signaler: les armées d'occupation stationnées au Sénégal, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Gabon... demeurent en place.

Les hommes politiques au ministère de la coopération peuvent changer, mais les méthodes de gouvernement demeurent. Alors, la disparition du ministère de la coopération ne va pas changer la politique des dirigeants français envers les anciennes colonies d'Afrique.

C'est pour cela que le combat contre l'impérialisme reste primordial, par le seul moyen possible: celui de la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie, aussi bien impérialiste que locale.

NON A LA NOUVELLE MENACE CONTRE L'IRAK

Les Etats-Unis menacent de déclencher de nouveau une guerre contre l'Irak. Le prétexte invoqué par l'impérialisme américain est que Saddam Hussein, le dirigeant de ce pays, refuse de laisser une commission de l'ONU inspecter les sites de production d'armes. Ils estiment que cet homme est un dictateur belliqueux, donc dangereux. Les USA sont suivis dans leur menace par la Grande Bretagne et l'Allemagne.

C'est une véritable armada qui a commencé à se poster dans le Golfe Persique. Des centaines d'avions militaires sont en mouvement ou stationnent sur des porte-avions, sans compter les troupes que les Etats-Unis possèdent au Moyen-Orient.

Il y a déjà sept ans les Etats-Unis et les dirigeants occidentaux avaient déclenché une guerre contre l'Irak, écrasé ce pays en préparant l'opinion mondiale à l'idée que Saddam Hussein serait un danger pour

la paix.

En effet à cette époque l'Irak avait tenté d'occuper le Koweït. Ce pays faisait partie de l'Irak, et il y a des dizaines d'années les puissances coloniales avaient réussi à l'en détacher parce que justement il regorgeait de pétrole. Après le bombardement de l'Irak, les Etats-Unis et avec eux les autres puissances occidentales ont imposé un blocus à ce pays pour l'empêcher de commercialiser son pétrole.

Qui paie la note de ce blocus? Ce sont les populations irakiennes. Depuis sept ans la misère est telle que l'on évalue à 800.000 le nombre de morts.

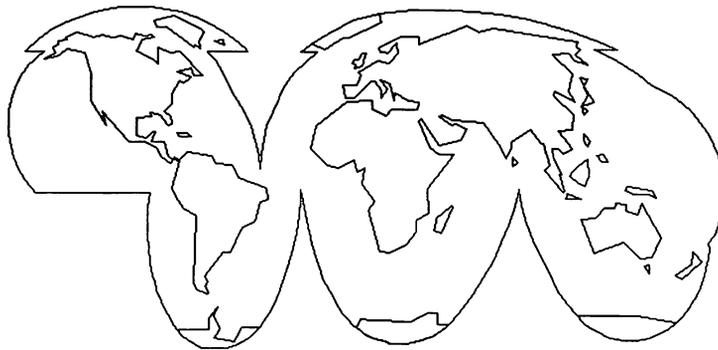
En faisant cela l'impérialisme américain veut montrer à la face du monde que ça coûte cher de lui tenir tête. Et à l'heure actuelle les grandes puissances menacent de

déclencher une guerre si Saddam Hussein n'ouvre pas les portes des usines d'armement aux experts de l'ONU pour le contrôle.

On est devant un face à face. Les Etats-Unis menacent. L'Irak ne cède pas. Et pourtant si Saddam Hussein refuse de céder ce n'est pas qu'il a les moyens de faire face à l'armée américaine. Bien sûr que non. En fait il essaie de créer une crise aux sein des camps occidentaux pour que certains alliés de Etats-Unis désapprouvent une intervention militaire et ainsi obtenir un allègement des sanctions économiques.

Il est sûr que Saddam Hussein est un dictateur qui opprime son peuple. Mais les principaux responsables de la situation désastreuse de la population sont l'impérialisme américain et ses alliés.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.